

POUR LA PARITÉ POPULAIRE

Philippe Brun, Noha Tefrit

02/02/2024

Alors que la sociologie des députés de l'Assemblée nationale reflète de moins en moins celle du pays, ce déséquilibre entre les représentants et les représentés renforce le malaise démocratique. Face à cette crise de représentativité, Philippe Brun, député de l'Eure, et Noha Tefrit, élève de la première promotion de l'École de l'engagement, proposent l'instauration d'une parité populaire, pour donner l'occasion aux populations exclues du jeu politique de réinvestir les lieux de pouvoir.

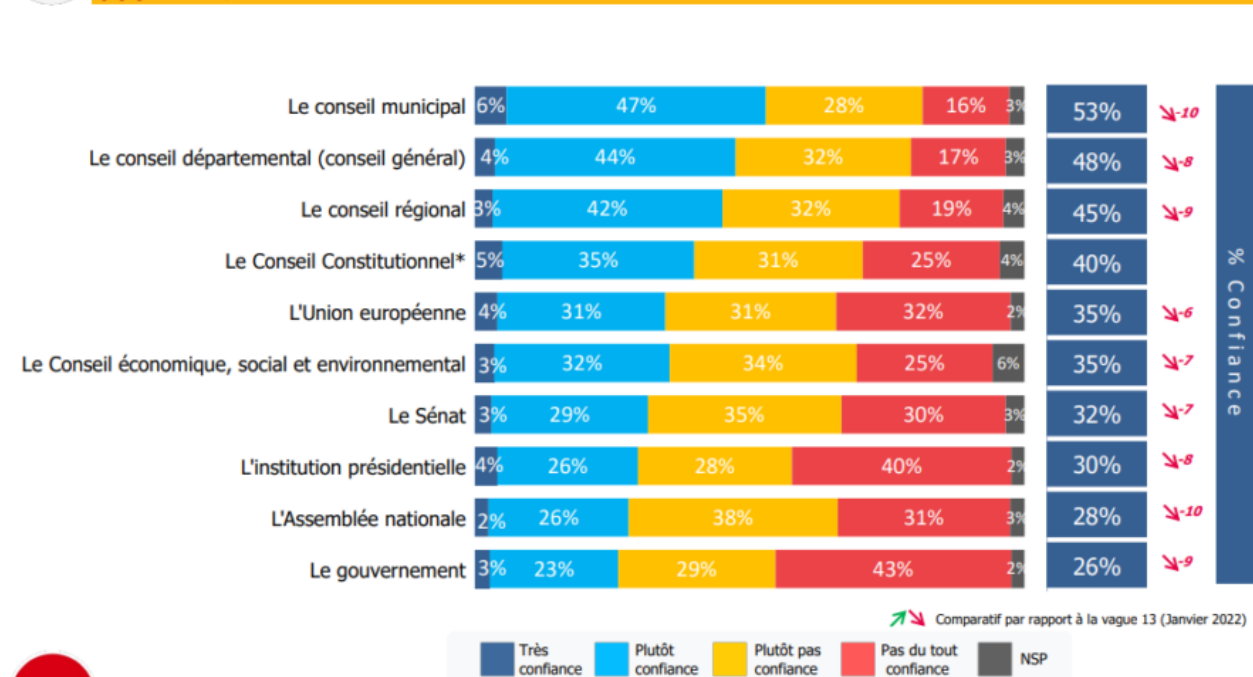
80% des députés de l'Assemblée nationale sont d'anciens cadres ou exerçant une profession intellectuelle supérieure¹, alors que 80% des Français ne le sont pas². Au fil des années, ce déséquilibre entre les représentants et les représentés n'a fait que s'accroître, les divisant en deux sphères qui s'éloignent de plus en plus et se comprennent de moins en moins. Si l'essence même de l'Assemblée nationale est de représenter le pays qu'elle entend gouverner, alors nous devons constater que le miroir semble pour le moins déformé. Le lien de confiance s'effrite peu à peu ; les classes populaires, mues par un sentiment d'abandon, se détournent des urnes ; notre système représentatif est à bout de souffle. Pourtant, il ne tient qu'à nous de répondre à ce malaise démocratique. Face à la crise de représentativité dans laquelle nous vivons, nous proposons l'instauration d'une parité populaire.

Aujourd'hui, la démocratie française est menacée

Il est désormais habituel de voir l'abstention décrocher des scores de plus en plus retentissants à chaque élection, que celle-ci soit de second ordre ou de premier ordre. De fait, l'abstentionnisme augmente systématiquement depuis dix ans, allant jusqu'à s'inscrire en « première force politique » des élections législatives de 2022 pour lesquelles 53% des Françaises et Français s'étaient abstenus.

Le niveau de confiance dans les institutions politiques

Q13. Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les institutions suivantes :

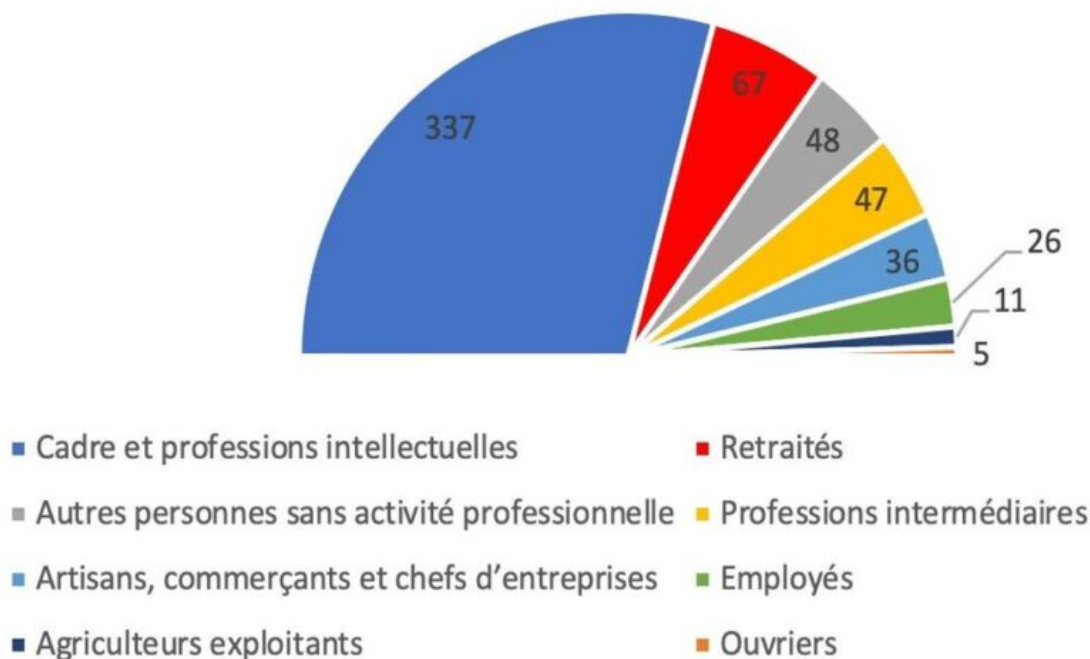


Source : Baromètre de la confiance politique – vague 14, OpinionWay pour le Cevipof, février 2023.

Pourtant, l’abstentionnisme est loin d’être un phénomène naturel au sein d’une démocratie fonctionnelle. S’immisçant dans les failles de notre régime représentatif, il sonne aujourd’hui l’alarme de l’essoufflement de notre système politique. Aujourd’hui, trois Français sur quatre estiment que notre démocratie fonctionne mal ; et seuls 28% de nos concitoyens accordent leur confiance à l’Assemblée nationale³.

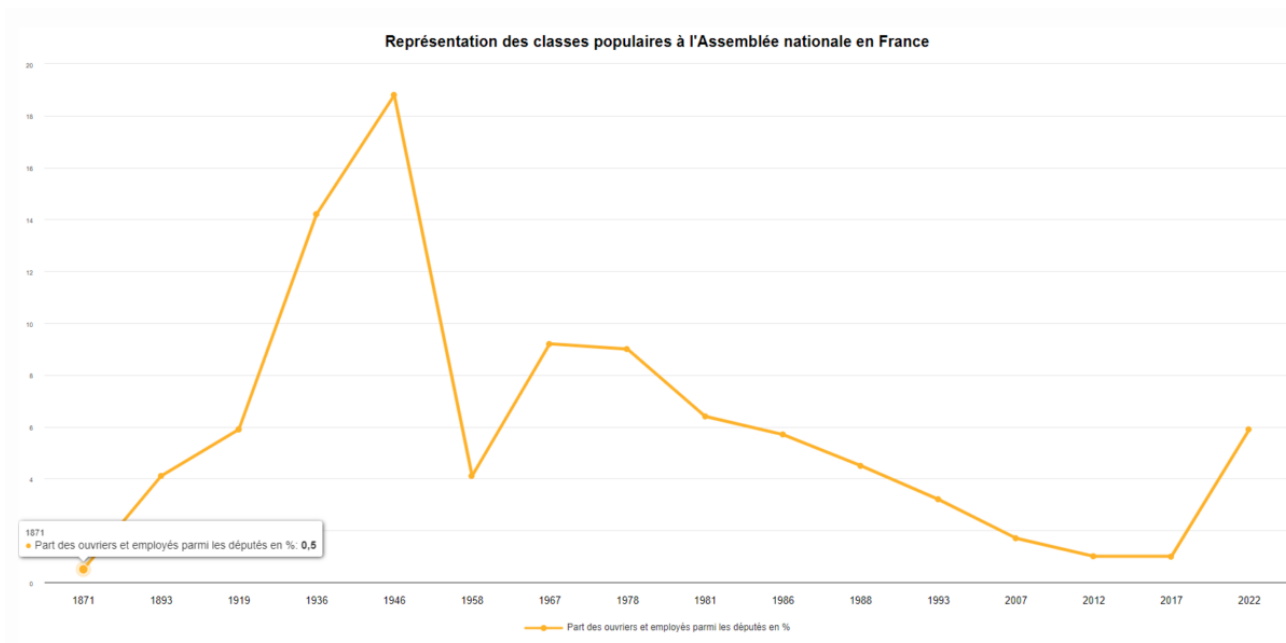
Plus grave encore, l’abstentionnisme est un phénomène social qui touche tout particulièrement les classes populaires. Au second tour des élections législatives de 2022, deux tiers des ouvriers se sont ainsi abstenus⁴. Et lorsque les populations qui ont le plus besoin de l’État s’en désintéressent, les défaillances de notre démocratie apparaissent sous un jour encore plus sombre.

Répartition des députés par PCS



Source : graphique réalisé à partir des données de datan.fr.

Cette surreprésentation des classes populaires dans la défiance des institutions n'est pourtant pas anodine : elle s'inscrit en miroir de la surreprésentation des classes supérieures au sein de ces mêmes institutions. Parmi toutes les explications avancées pour comprendre l'abstentionnisme, il nous semble que l'une d'entre elles soit à rechercher dans le manque flagrant de représentativité du personnel politique français. Parmi les députés élus en 2022, 80% sont cadres, tandis que seuls 4,5% sont employés et 0,9% sont ouvriers⁵, alors que ces derniers représentent respectivement 26% et 19% de la population française⁶. La vie politique est ainsi accaparée par les catégories socio-professionnelles les plus favorisées, et ces dernières s'y maintiennent en professionnalisant la politique. Outre la question du milieu social, l'enjeu de la féminisation de la vie politique demeure également inachevé et fragile. C'est ce manque de représentativité qui nourrit une déconnexion profonde entre le personnel politique et les citoyens. La crise des « gilets jaunes » l'a mis en lumière, beaucoup de nos représentants se montrent aujourd'hui incapables de comprendre la vie quotidienne d'une majorité de Français. Peu de parlementaires ont vu voir la récente crise agricole, malgré les signes avant-coureurs qui se faisaient jour dans le monde rural. De plus en plus, le sentiment d'une vie politique « faite en chambre », éloignée du quotidien des gens, renforce l'apathie démocratique et la désaffection civique.



Source : *L'Assemblée nationale ne compte quasiment plus de représentants des milieux populaires*, Observatoire des inégalités, 24 mai 2023.

Cette crise de la représentativité à laquelle nous faisons face est ancienne, mais s'aggrave d'année en année. En effet, la part des classes populaires à l'Assemblée nationale est passée de 18,8% en 1946 à 1% en 2017 avant de remonter légèrement à 5,9% en 2022⁷. En proie à l'impression de ne plus être représentés, les Françaises et Français se recroquevillent dans un sentiment d'invisibilisation ; et, confortés dans leur désintérêt par une offre politique invariable, ils refusent de plus en plus de se prêter à un jeu démocratique dont ils sont exclus. Face à cette pente dangereuse, il est aujourd'hui urgent de réagir, au risque que notre démocratie devienne *de facto* une oligarchie fonctionnant au suffrage censitaire.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Pour sortir de cette crise, la priorité est au combat social à

travers l'instauration de la parité populaire

Si le problème est social, alors la réponse doit l'être également. Voilà pourquoi, pour recoudre cette confiance perdue, nous proposons la parité populaire. La parité populaire, c'est donner l'occasion aux populations exclues du jeu politique de réinvestir les lieux de pouvoir. C'est donner l'occasion aux ouvriers et aux employés de se réapproprier les problématiques qui structurent leur quotidien. C'est donner l'occasion à ceux qui composent et construisent notre société par leur travail de reprendre la place qui leur est due.

Nous pensons qu'il est du rôle de la gauche, dont la mission historique est de représenter ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, de réserver, dans ses investitures, des places à celles et ceux qu'elle entend défendre.

Afin de mettre en œuvre le principe de parité populaire, nous appelons les mouvements politiques de gauche à réserver 40% de leurs investitures aux différentes élections aux ouvriers et aux employés. Après avoir introduit la parité femmes-hommes, bien que celle-ci demeure largement perfectible, le combat doit désormais inclure l'origine sociale des députés afin de réaliser une Assemblée véritablement représentative.

En ce sens, l'utilisation de « quotas » ou d'objectifs de parité est un moyen qui nous paraît pertinent. À titre d'exemple, les quotas de genre ont démontré des résultats quantitatifs rapides avec l'arrivée de milliers de femmes à des postes de responsabilité politique là où elles en étaient exclues. La part de femmes dans les conseils départementaux est passée de 14% en 2008 à 50% en 2015⁸, celle des députées est passée de 10,8% en 1997 à 37,3% en 2022⁹. L'idée des quotas sociaux, bien qu'encore peu utilisée en termes de représentation politique, nous paraît alors être une mesure concrète et emblématique qui permettrait des progrès rapides.

Cependant, introduire uniquement des quotas théoriques serait inefficace si nous omettions de prendre en compte les tentatives de contournement auxquelles les partis politiques s'adonneraient par la suite dans la pratique. Dans les faits, plusieurs partis politiques préfèrent aujourd'hui payer de lourdes pénalités plutôt que de respecter la parité femmes-hommes. Afin d'éviter que les candidats issus des catégories les plus modestes se voient systématiquement attribuer les circonscriptions les moins gagnables, le quota de 40% pourrait s'appliquer par groupe de cinq circonscriptions, sur le modèle de ce que fait l'Espagne s'agissant de la parité femme-homme¹⁰, qui impose aux partis une part de 60% au maximum et 40% au minimum de candidats de chaque sexe sur les listes et ce, par tranche de cinq candidats.

Évoquer cette question au sein des partis politiques vient souvent ébranler les positions établies. Il est admis, avec raison, que Jean Jaurès n'était pas lui-même ouvrier ou paysan, ce qui ne l'a pas empêché de les défendre à l'Assemblée. Toutefois, ce raisonnement, poussé à l'excès, confine à l'absurde : quand seulement 6% des députés sont ouvriers et employés, il n'y a plus de « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Se satisfaire de la situation actuelle, c'est faire sienne la devise de l'empereur du Saint-Empire romain germanique, Joseph II, et du despotisme éclairé « Tout pour le peuple, rien par le peuple ».

Pour sortir de cette crise, nous devons donner aux citoyens les clés de l'engagement politique

Aujourd'hui, la politique est une profession codifiée, régie par des dispositions et des savoir-faire propres et nécessitant certains types de ressources afin de prétendre pouvoir y entrer ou s'y maintenir. Cette professionnalisation a intrinsèquement pour effet de créer un inégal accès au champ politique, à la défaveur des populations qui n'en possèdent pas les codes. Voilà pourquoi la parité populaire doit également se faire à travers la formation des populations invisibilisées des institutions. C'est en donnant aux citoyens véritablement représentatifs les codes de compréhension du monde politique qu'ils renoueront avec lui, tout en acquérant les compétences pour participer eux-mêmes à l'action publique.

C'est dans cette perspective que des initiatives ont émergé, comme l'**École de l'engagement**¹¹, un lieu gratuit destiné à celles et ceux qui occupent une place dans la société mais qui n'ont aucune reconnaissance dans les lieux de pouvoir. Un lieu à la vocation de former une nouvelle génération d'élus qui proviennent du peuple ; une nouvelle génération d'ouvriers, de caissières, d'infirmières, d'agriculteurs et d'éboueurs engagés en politique ; une nouvelle génération où celles et ceux qui font vivre la France par leur travail seront aussi celles et ceux qui participeront à son gouvernement. En pratique, ces formations apportent des savoirs fondamentaux sur l'histoire et la politique françaises à même de les éclairer sur les grands enjeux des politiques publiques, ainsi que des compétences techniques nécessaires à l'activité politique. Marchant dans les pas du **Brand New Bundestag** allemand et du **Brand New Congress** américain¹², l'École de l'engagement ambitionne ainsi de contribuer au renouvellement du personnel politique français en donnant les moyens aux classes populaires de s'engager politiquement, et ce afin de porter la voix de ceux qui n'en ont pas.

Pour répondre à la crise de représentativité que nous traversons, il est alors grand temps, aujourd'hui, de lutter en faveur de la parité populaire. Pour donner une place à nos invisibles, pour

renouer le lien démocratique, et pour l'avènement d'une République sociale de toutes les Françaises et de tous les Français.

1. Louis Casenave dit Milhet, Sébastien Michon, Étienne Ollion, Gaston Vermersch, *La fin du renouvellement ? Portrait social et politique des députés de la XVI^e législature*, Institut des politiques publiques, février 2023.
2. *L'Assemblée nationale ne compte quasiment plus de représentants des milieux populaires*, Observatoire des inégalités, 24 mai 2023.
3. *Baromètre de la confiance politique - vague 14*, OpinionWay pour le Cevipof, février 2023.
4. Sondage veille du vote *70% des moins de 35 ans n'ont pas voté*, Ipsos Sopra-Steria pour France.tv et Radio France, 12 juin 2022.
5. Louis Casenave dit Milhet, Sébastien Michon, Étienne Ollion, Gaston Vermersch, *La fin du renouvellement ? Portrait social et politique des députés de la XVI^e législature*, Institut des politiques publiques, février 2023.
6. Ibid.
7. Ibid.
8. Direction générale des collectivités locales, « *La part des femmes parmi les élus locaux augmente, celle des jeunes diminue* », *Bulletin d'information statistique*, n°157, août 2021.
9. Maxime Gautier, « *Part des femmes parmi les députés à l'Assemblée nationale en France 1958 à 2022* », *Statista*, 10 octobre 2022.
10. Manuel Gomez, « *La UE exigirá que las mujeres ocupen al menos el 40% de los sillones de los consejos de empresas que coticen en Bolsa* », *El País*, 7 juin 2022.
11. Emilio Meslet, « *Une école pour permettre aux classes populaires de s'engager* », *L'Humanité*, 28 février 2023.
12. Rachel Lears, *Knock Down the House*, Netflix, 2019.